



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURE*

Edition n° 36 du 18 septembre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 septembre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1434
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1434
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1434
Bureau de l'interministérialité.....	1434
Arrêté N° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires.....	1434
Arrêté N° 12.BI.44 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, chef du pôle juridique interministériel.....	1442
Arrêté N° 12.BI.45 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	1442
Arrêté N° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale.....	1444
Arrêté N° 12.OSD.05 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1446
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1447
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1447
Arrêté du 18 septembre 2012 portant subdélégation de Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	1447

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté N° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 VU les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
 VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU le décret n°86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n°88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions ;
 VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
 VU le décret du Président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du Premier ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} novembre 2011 ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	Nature de la délégation	Références
	1 – ADMINISTRATION GENERALE	
A1 a0	Pour tous les agents de la DDT : - l'octroi des congés annuels, des congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié, - l'octroi et le renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée, - l'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, - le retour dans l'exercice des fonctions à temps plein, - l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps, - l'octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical, - les sanctions disciplinaires du premier groupe, - l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité, - l'établissement et la signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département.	Arrêté du 31 mars 2011 paru au JO du 22 avril 2011
A1 a1	* Recrutement Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n°84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n°86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n°94.120 du 16 mars 1994
A1 a2	* Nomination - Affectation – Mutation Nomination des : - Dessinateurs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n°91.393 du 25 avril 1991 modifié - Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a3	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, - Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n°88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)

A1 a4	Mutation des adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a5	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n°88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n°91.393 du 25 avril 1991
A1 a6	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
A1 a7	* Gestion Gestion des dessinateurs et adjoints administratifs, à savoir : - Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, - Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, - Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n°84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n°86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a8	Gestion des : - Agents d'exploitation, - Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, - Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, - Avancement des conducteurs principaux des TPE, - Notation.	Décret n°66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n°91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié
A1 a9	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n°88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a10	Notation des agents	
A1 a11	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984
A1 a12	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a13	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n°84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n°82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 – Art.1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a14	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
A1 a15	* Positions 1 – Détachement Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : - Les adjoints administratifs et dessinateurs, - Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n°84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n°85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n°91.393 du 25 avril 1991 modifié Décret n°2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007
A1 a17	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n°66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n°91.393 du 25 avril 1991 modifié - Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6
A1 a18	3 – Congés L'octroi : - Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, - Du congé de présence parentale.	Décret n°86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n°88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n°2006.536 du 11 mai 2006

A1 a19	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Arrêté n°89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a20	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a21	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a23	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
A1 a24	4 – Temps partiel L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n°86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n°89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
A1 a25	5 – Réintégration Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : - Au terme d'une période de travail à temps partiel, - Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, - Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
A1 a26	* Autorisations Spéciales d'Absence Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : - L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, - La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, - Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n°86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n°88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
A1 a27	* Autorisations Extra-professionnelles Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : - Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, - Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
A1 a28	* Accidents Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n°84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n°60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a29	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n°86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n°1711 du 30 janvier 1989
A1 a30	* Sanctions Disciplinaires Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n°84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
A1 a31	* Maintien en Poste Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
A1 a32	* Nouvelle Bonification Indiciaire Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n°91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a33	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
A1 a34	* Missions Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n°86.416 du 12 mars 1986

A1 a35	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a36	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules de service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a37	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules personnels pour les besoins du service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a38	<p>* Concessions de logement</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet arrêté :</p> <p>* les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes,</p> <p>* les personnels non titulaires régis par la circulaire n° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme),</p> <p>* les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire et qui continue à s'appliquer.</p> <p>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</p> <p>a) Exploitation du réseau routier national</p> <p>Autorisations individuelles de transports exceptionnels.</p>	Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A2 a1	<p>Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.</p>	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 a2	<p>Réglementation de la circulation des véhicules de transport routier de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.</p>	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n°52 du 30 août 1967 et n°29 du 11 juin 1968
A2 a3	<p>Réglementation de la circulation des véhicules de transport de matière dangereuse : dérogations.</p>	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 a4	<p>Les autorisations spéciales de circulation sur les autoroutes concédées.</p>	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 a5	<p>b) BEPECASER</p> <p>Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen et diplômes.</p> <p>Présidence du jury et traitement de toute correspondance en provenance des centres de formation des candidats.</p>	R.432-7 Code de la route
A2 b1	<p>c) Ecoles de conduite</p> <p>Délivrance et renouvellement des autorisations d'enseigner la conduite automobile</p>	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
A2 c1	<p>Délivrance et renouvellement des agréments des écoles de conduite</p>	Code de la route
A2 c2	Attribution des places d'examen aux écoles de conduite	
A2 c3	Traitement de toute correspondance en provenance des écoles de conduite et des candidats	
A2 c4	Organisation des élections professionnelles relatives au conseil supérieur de l'éducation routière (CSER)	
A2 c5	Établissement des conventions État/écoles de conduite permis à 1 € par jour	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A2 c6	<p>3 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</p> <p>Signature des conventions ATEAT.</p>	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
A3 a1	<p>4 – CONSTRUCTIONS</p> <p>a) Logement</p> <p>Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.</p>	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9
A4 a1	<p>a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable.</p> <p>b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.</p>	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.11 et L.631.7
A4 a2	<p>Avis au Procureur de la République et au Tribunal de Grande Instance Chambre Correctionnelle</p>	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.152-5
A4 a3		

A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.41
A4 b1	b) H.L.M. Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoine immobilier des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.12
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.25
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Circulaire du 29 mai 1997 Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 - Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.5b
A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.15
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n°98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n°2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 nov. 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Circulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n°2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001

A4 b22	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Code de la construction et de l'habitation Articles R.331-76 et suivants
A4 c1	c) E.R.P. Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public.	Article L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation
A5 a1	5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME a) Documents d'urbanisme Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L.121-2 et R.121-1
A5 a2	Lettres aux maires (ou présidents d'EPCI) désignant les services de l'Etat associés, sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés (compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents).	Code de l'urbanisme article L.123-7 Code de l'urbanisme art. L.126-1 et R.123-22
A5 a3	Mise à jour des annexes des documents d'urbanisme.	
A5 b1	b) Constructions , aménagements et démolitions Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	A4 b22
A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU , une carte communale ou un document d'urbanisme	A4 b23
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	A4 b24
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	A4 b25
A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire	Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16
	c) Certificat d'urbanisme Délivrance des certificats d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles L 410-1 et suivants et R 410-6
A5 c1	d) Infractions Avis au titre de l'article L480-5 du Code de l'urbanisme et avis au Parquet	Art L 480-5,R 480.4 – Code de l'urbanisme
A5 g1	g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme article L 332-6
A5 h1	h) AFU Ensemble des actes de procédure à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête et de remembrement	Code de l'urbanisme articles L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40
A5 i1	i) Publicités, enseignes, pré-enseignes Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'enseignes publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n°96.946 du 24 octobre 1996
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n°96.946 du 24 octobre 1996
A5 i4	Constitution du groupe de travail et toutes les procédures prévues par les articles L 581-14 , R 581-36 à R581-48 du code de l'environnement , à l'exception de la constitution d'office du groupe de travail	Code de l'environnement Art. L 581.14, R 581.36 à R 581.48
A5 i5	Amende prononcée en application de l'article L 581-26 du code de l'environnement	Code de l'environnement Art. L 581.26
A5 i6	Autorisation d'installer une enseigne à faisceau de rayonnement laser prévue par l'article L. 581-18 dans les formes et conditions prévues par les articles R. 581-62 et R. 581-64 à R. 581-68 du code de l'environnement	Code de l'environnement Art. L 581.18, R 581.62 et R 581.64 à R 581.68
A6 a1	6 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A6 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A6 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A6 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A6 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927

A9 a1	9 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
A9 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.410.1
A10 a1	10 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL n°98.56 du 18 février 1998
A11 a 1	11 – PARTICIPATION A L'INSTRUCTION DES DOSSIERS FINANCES PAR DES FONDS EUROPEENS ET NATIONAUX (FERDER – FNADT – FRED) Signature des avis techniques sollicités par les services instructeurs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.	
A11 a 2	Signature des certificats de service fait.	

Article 2 : Délégation de signature est donnée M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole, d'aménagement foncier, de forêt et de chasse

100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation et organisation des contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage) ;

101 – décisions individuelles et organisation des contrôles au titre de la conditionnalité des aides directes, des indemnités compensatoires, des aides liées aux engagements agro-environnementaux et au boisement des terres agricoles ;

102 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, de références « herbe » , la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité ;

103 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés et organisation des contrôles, constitution des missions d'enquête ;

104 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation et organisation des contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant des règlements de développement rural ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n°94-1054 du 1er décembre 1994) ;

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié et organisation des contrôles ;

106 – attribution des aides à l'installation et organisation des contrôles, agrément et modification des PI (plans d'investissement), des études prévisionnelles d'installation et des plans de développement de l'exploitation ;

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière ;

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique ;

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural) ;

110 – engagement et mise en paiement des indemnités aux organismes intervenant dans le plan de professionnalisation personnalisé, agrément et validation du plan de professionnalisation personnalisé (articles D 343-4 du code rural), décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires concernant les stages individuels et décisions d'agrément des maîtres de stage ;

111 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois ;

112 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles ;

113 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;

114 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

115 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

116 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

117 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers d'aide concernant les investissements forestiers ;

118 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

119 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier de l'Agence de services et de paiement (ASP) ;

120 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

121 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier ;

122 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme ;

123 – décisions intervenant suite aux contrôles pour la rubrique 100 ;

124 – décisions intervenant suite aux contrôles pour les rubriques 101, 103, 104, 105, 106, 112, 113 et 117 ;

125 – avis relatifs à la CDCEA ;

126 – décisions individuelles portant sur la réglementation des baux ruraux, notamment relatives à l'article L.411-32.

Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau

1) Au titre du guichet unique police de l'eau :

201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

202 – réception de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

2) Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques :

211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion :

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire
- des arrêtés d'opposition à déclaration.

212 – demandes de régularisation de dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 ou concernant des installations ou ouvrages fondés en titre, qui relèvent au titre de la police de l'eau, de l'article L 214-6 II du Code de l'Environnement ;

213 – les propositions aux contrevenants dans le cadre de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et de la pêche (articles L216-14, L437-14, R216-15, R216-16, R216-17 et R437-6 du code de l'environnement et « protocole d'accord départemental portant sur le traitement des infractions pénales dans les domaines de l'eau, de la pêche en eau douce et des milieux aquatiques »).

3) Au titre de la police de la pêche :

221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement) ;

222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable ;

223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement) ;

224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement) ;

225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement) ;

226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement) ;

227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement) ;

228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : Autres domaines

300 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

301 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers ;

302 – courriers liés à l'instruction et arrêtés préfectoraux agréant les personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

303 – correspondances adressées à la préfecture de Région au titre des avis de l'autorité environnementale.

304 – Instruction des dossiers de demandes d'exploitation des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) et arrêtés préfectoraux d'autorisation, ainsi que les relances des exploitants des ISDI pour les déclarations annuelles des quantités stockées et le suivi des arrêtés d'autorisation, en référence aux articles L 541-30-1 et R 541-65 à R 541-75, R 541-80 et R541-82 du Code de l'environnement. Les courriers aux exploitants, les mettant en demeure de déposer les dossiers de demandes pour les sites sans autorisations, à des fins de régularisation.

305 – Arrêtés préfectoraux portant autorisation de naturalisation, de transport et d'exposition d'espèces animales non domestiques (articles L411-1, L411-2 et R411-6 à R411-14 du code de l'environnement, arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées).

306 – Arrêtés préfectoraux autorisant la détention, le transport et l'utilisation de rapaces pour la chasse au vol (article L412-1 du code de l'environnement, arrêté ministériel du 10 août 2004 modifié portant sur les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux non domestiques).

Article 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de l'ouvrier),
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par l'Agence de Services et de Paiement (A.S.P.),
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Article 4 : M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception des :

- mesures de licenciements,
- sanctions disciplinaires.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.44 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, chef du pôle juridique interministériel

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.80 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer :

- les correspondances courantes dans les matières la concernant,
- les bordereaux d'envoi.

En cas d'absence de Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, la même délégation de signature est consentie à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel, M. Stéphane BLAISE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle et Mme Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure.

Article 2 : Dans le cadre des contentieux, délégation à l'effet de représenter l'État est confiée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel et à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie ROUSSAUX et de Mme Edith CHARRIAU-CORON, délégation est donnée à M. Stéphane BLAISE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Nancy, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n°11.BI.80 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Sophie ROUSSAUX, chef du pôle juridique interministériel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 18 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.45 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code rural et de la pêche maritime ;
VU le Code de la santé publique ;
VU le Code de l'environnement ;
VU le Code de la consommation ;
VU le Code du commerce ;
VU le Code du tourisme ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON dans les fonctions de directrice départementale de la protection des populations ;
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.84 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- les décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la direction départementale de la protection des populations ;
- le commissionnement des agents.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

1) Santé animale :

- habilitation des vétérinaires sanitaires et vétérinaires mandatés ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages ;
- mesures de police administrative ;
- toute décision concourant à la prévention et à la lutte contre les maladies ;
- fixation du montant d'estimation des cheptels.

2) Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins en Centre d'Insémination Artificielle ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine ;
- agrément des établissements de pisciculture ou d'aquaculture.

3) Protection animale :

- délivrance des certificats de capacité (animaux domestiques) ;
- délivrance des certificats de capacité au dressage des chiens au mordant ;
- habilitation des formateurs de propriétaires ou détenteurs de chiens dangereux ;
- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin ;
- expérimentation animale :
 - * remise en liberté d'animaux ;
 - * octroi de l'autorisation d'expérimenter ;
 - * recours à un fournisseur occasionnel ;
 - * octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter.
- transport des animaux :
 - * mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports.

4) Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet ;
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession ;
- agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés ;
- mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application ;
- octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement.

5) Hygiène alimentaire :

- destruction, consignation, retrait ou rappel de lots de denrées ou d'animaux ;
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine ;
- octroi de la patente vétérinaire et médicale ;
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale.

6) Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux.

7) Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale.

8) Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public ;
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux ;
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres.

9) Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité ;
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques ;
- autorisation de transport des espèces de la faune et de la flore sauvages menacés d'extinction.

10) Échanges internationaux :

- agrément et enregistrement des opérateurs pratiquant les échanges intra-communautaires et exportations des animaux vivants, semences et embryons, des produits et sous-produits d'origine animale, des aliments pour animaux, des micro-organismes pathogènes pour les animaux et produits susceptibles de les véhiculer
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants ;

11) Répression des fraudes :

- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé ;
- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat ;
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable ;

12) Transactions pénales en police judiciaire

Article 2 : Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession ;
- suspension, retrait des certificats de capacité ;
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques ;
- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé ;
- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat ;
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°11.BI.84 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 18 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 29 août 2012 nommant Mme Sabine DUBOIS LE PAN directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.37 du 10 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental de la cohésion sociale par intérim ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, à l'effet de signer, les courriers, arrêtés, décisions, contrats et conventions suivants :

I. Décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions à la DDCS de Meurthe-et-Moselle

- Octroi de congés annuels, de congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié ;
- Octroi et renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- Autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel ;
- Retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne temps ;
- Octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical ;
- Sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité ;
- Etablissement et signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département.

II. Fonctionnement de la DDCS

- Arrêté fixant la composition du comité technique et arrêté portant nomination des membres du comité technique ;
- Arrêté fixant la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et arrêté portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS ;
- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS.

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental ;
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

IV. Établissements et services sociaux

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat :

- * les emprunts dont la durée est supérieure à un an ;
- * les programmes d'investissement et leur plan de financement ;
- * la variation du tableau des effectifs de personnel ;
- * l'acceptation des dons et legs.

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé ;

- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État ;
- Elaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens ;
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;
- Financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil ;

- Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale;
- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable ;
- Notification des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté;
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs ;
- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique ;
- Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.

VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile ;
- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA ;
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille
- Exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
- Autorisation d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale :
 - * Fixation de l'ordre du jour
 - * Convocations
 - * Notifications des décisions
- Notification des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.
- Signature des cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées et de toute décision concernant les cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées.

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale :
 - * Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
 - * Gestion du REAAP
 - * Médiation familiale et conseil familial.

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Animation des politiques interministérielles en faveur de la jeunesse :
 - * Instruction des dossiers de demandes d'aides financières dans les domaines suivants : loisirs, BAFA/BAFD, initiative des jeunes ;
 - * Soutien des dispositifs et actions promouvant l'initiative des jeunes ;
 - * Soutien aux politiques éducatives territorialisées ;
 - * Promotion de l'autonomie des jeunes via notamment le fonds d'expérimentation des jeunes (FEJ) ;
 - * Soutien aux associations relevant du champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
 - * Contrôle de la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs.
- Mise en œuvre des prérogatives réglementaires et régaliennes :
 - * Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;
 - * Préservation de la sécurité physique et morale des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs ;
 - * Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement ;
 - * Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;
 - * Enquêtes administratives et sanctions envers l'encadrement, l'organisation ou la participation aux accueils collectifs de mineurs ;
 - * Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;
 - * Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs ;
 - * Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur).

XII. Politique sportive

Politique de promotion d'une activité physique et sportive pour le plus grand nombre :

- Soutien aux actions des associations et collectivités locales dans ce domaine ;
- Prévention des incivilités et de lutte contre la violence dans le sport ;
- Développement maîtrisé des sports de nature ;
- Soutien aux initiatives visant à une meilleure accessibilité et mixité des pratiques.

Respect des prérogatives réglementaires et régaliennes :

- Décisions d'agrément des associations sportives ;
- Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ;
- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1er alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

XIII. Droits des femmes et égalité

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

XIV. Vie associative

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

Article 2 : Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;
- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil ;
- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;

- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative ;
- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile ;
- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'État ;
- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;
- Les décisions d'agrément des associations sportives ;
- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activité physique ou sportive ;
- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de région et au président du conseil régional,
 - au président du conseil général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 12.BI.37 du 10 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental de la cohésion sociale par intérim, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 18 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.OSD.05 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;
VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 29 août 2012 nommant Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°12.OSD.04 du 22 août 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- Programme 137 "Égalité entre les hommes et les femmes"
- Programme 147 "Politique de la ville"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 303 "Immigration et asile"

- Programme 304 " Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"

- Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – action 1

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du directeur départemental des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 000 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à la directrice départementale de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à la directrice départementale de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : La directrice départementale de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€ hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, la directrice départementale de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

Article 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, la directrice départementale de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n°12.OSD.04 du 22 août 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la cohésion sociale et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté du 18 septembre 2012 portant subdélégation de Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 12. BI. 45 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1er : En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 août 2011, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 le directeur départemental adjoint, Laurent CLAUDET dès sa prise de fonction, soit au 1er avril 2012.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON et de M. Laurent CLAUDET, la subdélégation est donnée aux chefs de service suivants :

- Eric MOGET, chef du service SPAE
- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe
- Michel FRANCOIS, chef du service
- Juliette MOS, son adjointe
- Anne DELEPORTE

Article 3 : En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°12 BI. 45 du 18 septembre 2012 susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre
- aux ministres

- aux parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au Préfet de région et au président du Conseil Régional
- au président du Conseil Général
- au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy

Article 4 : La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5 : Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 septembre 2012

La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

